

UNE SEULE SOLUTION : LA MOBILISATION !

RENAULT TRUCKS

npacaenaglo@gmail.com - 14 septembre 2016

Le 31 août, la police a placé en garde à vue deux dockers du Havre, suite à la manifestation nationale contre la loi Travail du 14 juin. On voit la hargne du pouvoir contre les opposants à sa politique ! Le gouvernement a eu la réponse qu'il mérite : le port a été paralysé par une grève totale jusqu'à ce que les deux dockers soient relâchés. Il faudra à nouveau manifester cette solidarité aux dockers quand ils passeront en correctionnel, le 25 novembre, comme aux Goodyear, en procès le 19 octobre, et aux quinze d'Air France poursuivis pour la chemise arrachée du DRH.

Répression, politique antisociale, racisme d'Etat

Au printemps, la mobilisation contre la loi Travail a montré qu'il existe une forte résistance à la volonté du PS/MEDEF d'imposer toujours plus de précarité et d'austérité. Néanmoins, grâce à une répression policière sans précédent et au 49-3, Valls et Hollande ont réussi, à la faveur de l'été, à faire passer leur projet.

Sans aucun scrupule, ce gouvernement, la droite et l'extrême droite ont exploité les drames des nouveaux attentats de Daech à Nice et Saint Etienne du Rouvray, pour amplifier les campagnes racistes et haineuses contre les musulmans et les réfugiés, qui (faut-il le rappeler ?) sont en Syrie et en Irak les premières victimes du prétendu « Etat Islamique ».

Ce gouvernement en profite pour s'en prendre un peu plus aux libertés fondamentales et mettre le pays sous surveillance policière. Mais ni les discours guerriers ni la restriction des libertés n'entament la détermination de celles et ceux qui voudraient imposer leurs idées rétrogrades et veulent « nous terroriser », comme l'a expliqué le commando qui a raté son attentat à la voiture piégée à Paris.

Le comble a été atteint, quand certains politiciens et médias ont tenté de nous faire croire qu'un péril menaçait la France : la tenue vestimentaire dans laquelle quelques femmes musulmanes allaient à la plage. Ils ont

ainsi fait du « pays des droits de l'homme » la risée de la planète.

Ce racisme d'Etat qui profite du risque terroriste n'a rien d'innocent : il sème la méfiance, la division et la haine et il détourne l'attention des vrais maux dont souffre la société. Il fait le lit de l'extrême-droite.

Pendant ce temps, les 1 % qui possèdent les richesses (actionnaires, banques...) nous imposent leur loi. Ils dorment tranquilles et continuent leur business. Au premier semestre 2016, les bénéfices des 40 grandes entreprises cotées en bourse (le CAC40) atteignent 40 milliards d'euros, en augmentation de 7 % par rapport au premier trimestre 2015. Les dividendes versés aux actionnaires augmentent eux-aussi. C'est dans ce contexte que le gouvernement annonce une réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés !

Mobiliser et coordonner les luttes

C'est contre ce 1 % de la population, ces exploitateurs qui en veulent toujours plus, et contre ce gouvernement qui les protège, qu'il faut reprendre l'offensive en cette rentrée, car c'est sur ce terrain des luttes et non sur celui de l'élection présidentielle qu'il sera possible d'imposer d'autres choix, au service des 99 % qui travaillent ou voudraient travailler.

Le patronat, lui, sera à l'offensive. Il annonce déjà son intention d'utiliser l'article 2 de la loi Travail pour « négocier » des accords révisant les droits des salariés à la baisse, en commençant par la rémunération des heures supplémentaires.



La journée d'action du 15 septembre, avec grève et manifestations, est l'occasion de se rassembler, pour l'abrogation de la loi Travail, pour nos revendications, même si nous savons qu'il faudra bien plus qu'une journée pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

En septembre la lutte continue !

3 milliards d'euros d'amendes pour les constructeurs européens de camions : aux actionnaires et aux dirigeants de payer !

Le 19 juillet 2016, la Commission européenne a infligé une amende de 2,93 milliards d'euros à 4 constructeurs européens de camions pour avoir participé à un cartel pendant 14 ans. Les constructeurs allemands MAN et Daimler, le Néerlandais DAF, l'Italien Iveco ainsi que Volvo se sont entendus sur les prix pendant quatorze ans. Ils se sont notamment arrangés pour faire payer aux clients les coûts de mise en conformité avec les règles plus strictes en matière d'émissions polluantes.

Ils étaient cinq à faire partie du club mais quatre seulement ont été mis à l'amende. Le constructeur MAN, filiale de Volkswagen, le champion de la triche au moteur diesel, y a échappé après avoir tout révélé aux instances de l'Union européenne. Une pratique classique de repent, comme dans la mafia !

Les firmes avaient déjà provisionné dans leurs comptes le montant de l'amende. Les surprofits gagnés grâce à cette entente, dont ont bénéficié les actionnaires mais pas les salariés, sont bien supérieurs à ce montant. Et pour Volkswagen, c'est le beurre et l'argent du beurre : des surprofits empochés et aucune sanction !

Aux actionnaires et aux dirigeants de payer les amendes!

Renault Diesel : le bal des hypocrites

Renault est de nouveau rattrapé par le scandale à répétition des moteurs diesel. Le Financial Times a relayé les protestations de plusieurs membres d'une commission mise place par le ministère de l'environnement : un rapport tronqué avait été publié, d'où avaient été retirés les résultats les plus critiques pour Renault. De rectifications en démentis, on a assisté à un magnifique bal des hypocrites.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com

<http://www.npa2009.org/>

Le fait que Renault dépasse les normes officielles est de notoriété publique. Les véhicules diesel Renault émettent dix à onze fois plus de gaz toxiques en conditions réelles que lors des tests anti pollution. Pour le modèle Espace, ce serait de 13 à 25 fois plus. Renault nie utiliser des logiciels truqueurs mais s'est refusé, contrairement à d'autres constructeurs, à fournir le contenu des systèmes qu'il embarque dans ses voitures.

Chez Renault, la recherche anti-pollution est sacrifiée sur l'autel du profit. Elle pâtit des mêmes sous-effectifs que dans les ateliers et les autres services. Le non-respect des règles censées protéger la santé de tous contribue à la croissance des profits du groupe. Les actionnaires vivent du travail des salariés, et profitent aussi de l'opacité des tests de pollution.



5000 suppressions d'emplois chez SFR annoncées en août

Les opérateurs n'en finissent pas de supprimer des emplois. Ils s'affrontent en permanence pour se tailler les plus grandes parts de marché. Régulièrement, ils opèrent des purges dans les effectifs pour faire payer aux salariés leurs plans de développement, tout en préférant les départs « volontaires » aux « plans sociaux », image de marque oblige. Aujourd'hui, l'objectif de SFR est d'économiser 400 millions d'euros par an à partir de 2018 pour financer 5 000 départs. Le plan va coûter à l'entreprise au maximum 800 millions d'euros. Il sera donc amorti en deux ans. La « réduction des coûts » va entraîner une dégradation du service et un recul du nombre d'abonnés, mais les actionnaires en attendent... une augmentation des profits.

Dans cette branche d'activité, les dirigeants (Drahi, Niel, Bouygues...) se portent bien : ils font partie des plus grosses fortunes françaises. Les nouvelles technologies sont une aubaine pour une nouvelle génération de milliardaires. Pour les salariés, le quotidien c'est : bas salaires, conditions de travail difficiles, pas de perspective de carrière, avenir incertain.

